



**l'Assurance
Maladie**
Agir ensemble, protéger chacun

Vaucluse

MARCHÉ PUBLIC MIXTE DE TRAVAUX

(articles L2000-1 à 5 du code de la commande publique)

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

(RC)

Commun à tous les lots

N°2025.03.PA

Pouvoir adjudicateur :

CPAM de Vaucluse

7 rue François 1^{er}

84043 Avignon CEDEX 9

Représenté par Mme De Nicolaï, Directrice

N°SIRET : 783 204 316 00021

*Fourniture, installation, maintenance et supervision
d'une installation de recharges pour véhicules
électriques pour le compte de la CPAM du Vaucluse*

Mode de passation

Le présent marché est passé suivant la procédure adaptée, en application des articles R2123-1 à 8 du code de la commande publique et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des Organismes de Sécurité Sociale.

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISES DES OFFRES : le 06 août 2025 à 12 heures

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHÉ	3
1.1	Objet de la consultation	3
1.2	Mode de passation	3
1.3	Décomposition de la consultation	3
1.4	Durée du marché – Délais d'exécution	3
2	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1	Conditions de participation des candidats	4
2.2	Délai de validité des propositions	5
2.3	Modification de détail du dossier de consultation	5
2.4	Prestations similaires	5
2.5	Visite obligatoire	5
3	SOLUTION DE BASE / VARIANTES	6
3.1	Solution de base	6
3.2	Variante	6
4	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
5	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
5.1.1	Déclaration de sous-traitance au stade de l'offre	10
6	CONDITIONS D'ENVOI DES PROPOSITIONS	11
6.1	Présentation des fichiers contenus dans les plis	11
6.2	Préambule technique	11
6.3	Signature électronique	12
6.4	Certificat de signature	13
6.5	Format de signature	13
6.6	Copie de sauvegarde	13
6.7	Parapheur électronique	14
6.8	Valeur de la signature électronique	14
6.9	Anti virus	15
6.10	Informations complémentaires	15
7	SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	15
7.1	Candidatures	15
7.2	Offres	16
8	NEGOCIATION	17
9	SUITE A DONNER A LA CONSULTATION	18
10	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	19

1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la mise à disposition de bornes IRVE (Installations de recharge pour véhicule électrique) au siège de la CPAM de Vaucluse.

1.1 Objet de la consultation

La présente consultation concerne la fourniture, l'installation, la maintenance et la supervision de 12 points de charge pour véhicules électriques. Il est prévu : 9 points de charge sur le parking aérien du personnel et 3 points de charge dans le parking du sous-sol. Ces points de charges (= places de stationnement réservées) seront alimentés par des bornes simples et doubles.

Le lieu d'exécution des travaux est à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Vaucluse, 7 rue François Premier, AVIGNON.

1.2 Mode de passation

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et des articles L 2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique.

1.3 Décomposition de la consultation

La présente opération est dévolue en lots séparés, au sens de l'article à l'article L 2113-10 du code de la commande publique selon la décomposition suivante :

Lot n°1	Intitulé du lot	Nomenclature CPV
1	Fourniture et installations des bornes	21112100 – Fourniture installations des bornes de recharge IRVE 45311200-2 – Travaux d'installations électriques
2	Voirie et réseaux divers (VRD) – Signalisation	4511290 – travaux préparatoire de viabilité, 45233220 – Travaux de marquage au sol.

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou les deux lots.

L'attribution de chaque lot donnera lieu à l'établissement d'un marché distinct, notamment la signature d'un acte d'engagement ou ATTR11, comportant les pièces constitutives du marché définies au CCAP.

Toutefois, conformément au code de la commande publique, si plusieurs lots sont attribués à un même titulaire, il sera possible de ne signer, avec cet attributaire qu'un seul marché regroupant tous ces lots.

1.4 Durée du marché – Délais d'exécution

Le marché débute à l'émission de l'ordre de service de démarrage des travaux et pour une durée ferme de 3 mois.

L'objectif est un achèvement des travaux avec bornes IRVE opérationnelles au 31/12/2025.

Dans ce délai sont inclus les délais d'exécution.

2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Conditions de participation des candidats

Le marché sera conclu :

- Soit avec un prestataire unique,
- Soit avec des prestataires groupés.

Il est rappelé aux candidats que les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous la forme d'un candidat unique possédant toutes les compétences réclamées, du groupement solidaire ou du groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur manifeste pour le présent marché une préférence pour la forme du groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Le candidat devra alors remettre un tableau de répartition des prestations, entre les membres et les montants individualisés des paiements, auquel aura le droit chacun des membres du groupement.

Conformément à l'article R 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise du pli contenant la candidature et l'offre et la date de signature du marché.

Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, un ou plusieurs sous-traitants.

Un opérateur économique est autorisé à candidater les lots 1 et 2 à la fois en tant que candidat individuel et dans le cas d'un groupement dans lequel il sera membre.

En tout état de cause, un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le non-respect de ces prescriptions engendrera le rejet de la totalité des candidatures concernées par cette situation.

L'offre qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

2.2 Délai de validité des propositions

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des plis.

Pendant toute cette période, l'opérateur économique ne pourra se soustraire à ses engagements, l'acte d'engagement constituant une promesse unilatérale de contrat à laquelle la signature par le pouvoir adjudicateur donne force de contrat et dont la notification rend l'acte exécutoire et opposable à l'opérateur cocontractant.

Au-delà du délai de validité, les opérateurs économiques seront libérés de leur engagement.

2.3 Modification de détail du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.4 Prestations similaires

Les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires dans les conditions définies à l'article R2122-7 du code de la commande publique. Les prestations similaires seront confiées et exécutées par le titulaire de ce présent marché dans les mêmes conditions que celles qui sont fixées dans ce marché. En outre, ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

Des marchés supplémentaires pourront être également conclus conformément à l'article R2194-2 du code de la commande publique.

2.5 Visite obligatoire¹

Les candidats devront obligatoirement effectuer une visite des lieux avant la remise de leur offre. Lors de cette visite **une attestation** leur sera remise. Les candidats souhaitant soumissionner devront remettre cette attestation dans le cadre de leur offre.

Il sera dressé un procès-verbal de présence qui listera les opérateurs économiques dûment représentés, les représentants ayant signé ledit procès-verbal, ainsi que ceux qui, nonobstant l'obligation de venir à cette visite, ne seront pas venus et ne se seront pas fait représenter.

A l'exception des opérateurs économiques qui pourront attester avoir une parfaite connaissance du site, les opérateurs économiques qui ne seront pas venus à cette visite du site verront leur offre déclarée irrégulière et donc éliminée.

¹ Un soumissionnaire qui est en mesure de justifier, par un autre moyen, qu'il dispose déjà d'une connaissance approfondie du site et de ses contraintes, peut être dispensé de cette visite obligatoire sans que son offre soit considérée comme irrégulière (CAA Bordeaux, 7 juillet 2016, n°14BX02425).

Les visites devront **obligatoirement** être effectuées sur rendez-vous préalable entre le 17 juillet et le 31 juillet 2025 dans les créneaux horaires 8h30–11h30 et 13h–15h30 à l'adresse suivante :

- CPAM Vaucluse, 7 rue François 1er, 84000 AVIGNON.

La prise de rendez-vous se fera auprès du secrétariat du Département Achats Logistique Immobilier Sécurité (DALIS) au 04.90.81.37.53.

3 SOLUTION DE BASE / VARIANTES

Les offres de prix figurant aux DPGF doivent obligatoirement respecter les prescriptions en matière de solution de base et variantes.

3.1 Solution de base

Le candidat au marché public de travaux doit obligatoirement remettre une offre conforme à la solution de base telle qu'elle a été définie par le maître de l'ouvrage sans apporter aucune modification. Toute modification des prestations attendues en solution de base entraînera le rejet de l'offre pour non-conformité.

Toutefois, dans le cadre de son obligation de conseil le candidat a aussi l'obligation de signaler au maître de l'ouvrage les impossibilités techniques patentes qui interdisent la réalisation de l'ouvrage soit parce qu'elles compromettent de manière certaine la solidité de l'ouvrage soit parce qu'elles compromettent de manière certaine sa destination.

Dans ce cadre, il doit alors remettre une note de synthèse circonstanciée accompagnant son offre, ainsi que les notes de calculs permettant d'étayer son raisonnement ou tout autre document lui permettant de démontrer ses assertions.

3.2 Variantes

Conformément à l'article R 2151-8 du code de la commande publique :

- Les variantes ne sont pas autorisées

4 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier de Consultation des Entreprises contient les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de Consultation,
- Une décomposition du prix global et forfaitaire pour chacun des lots,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières des lots 1 et 2,
- Un cadre de réponse technique propre à chaque lot,
- Les plans d'implantation des points de recharge,
- Etude de faisabilité initiale du projet

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, afin de simplifier le dépôt des offres, il n'est plus fait obligation à l'opérateur économique, de signer l'offre présentée.

L'acte d'engagement ne sera ainsi exigé qu'au terme de la procédure afin de formaliser le marché public conclu.

En application de l'article R 2132-7 du code de la commande publique, les candidats ont la possibilité de télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans son intégralité et de répondre via le site dont l'adresse internet est <https://achatpublic.com>.

Afin de pouvoir bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la procédure, en particulier les éventuelles précisions ou modifications apportées au Dossier de Consultation des Entreprises, les candidats devront s'inscrire sur la plateforme. Pour cela, ils doivent renseigner leur nom (raison sociale...), une adresse électronique valide ainsi que le nom d'un correspondant.

Afin de pouvoir lire les documents mis à disposition par la CPAM de Vaucluse, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Adobe R Acrobat R (.pdf)
- Word (.doc) ; Excel (.xls)
- Fichiers compressés au format Zip (.zip)

Il est précisé que les données nominatives collectées par les différents formulaires sont destinées à la CPAM de Vaucluse. Le candidat est donc réputé avoir été informé que la CPAM de Vaucluse est responsable du traitement des données ainsi collectées. Il doit donc exercer son droit d'accès, de modification et de suppression directement auprès des services compétents de l'organisme.

5 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les propositions doivent être obligatoirement rédigées en langue française et exprimées en euros.

Si des documents en langue étrangère sont fournis, ceux-ci devront être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original.

Pour les entreprises et sociétés nouvellement créées, les candidats pourront fournir, comme « preuve par équivalence », tous les éléments susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens (humains, techniques, financiers) pour assurer les prestations.

Le pouvoir adjudicateur appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

Conformément aux dispositions des articles R 2143-13 et R 2143-14 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Par ailleurs, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Il devra, en revanche, fournir à nouveau les documents non valides à la date limite de réception des offres de la présente consultation.

Documents à produire pour la candidature (par voie électronique exclusivement)

Soit par DUME :

- Uniquement la partie IV – α « indication globale pour tous les critères de sélection »
 - la partie IV - B 1a) : chiffre d'affaires annuel « général » des 3 derniers exercices,
 - la partie IV - C 1b) : les prestations principales de même nature réalisées sur les 3 dernières années. Cette liste peut être complétée par l'expérience datant de plus de 3 ans,
 - la partie IV - C8) : les effectifs moyens annuels et le nombre de cadres **pendant les 3 dernières années.**

Soit par les formulaires DC1 et DC2

Afin d'optimiser la transparence d'analyse de l'ensemble des candidatures, et dans un souci d'égalité de traitement entre les soumissionnaires, il est fortement apprécié et recommandé aux postulants d'utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), **dernière mise à jour en vigueur**, pour présenter leur candidature.

Ces documents sont disponibles gratuitement à l'adresse électronique suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ils contiennent les éléments indiqués ci-dessous :

Au titre de leur capacité juridique

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11, R.2143-3 et R.2143-9 du code de la commande publique :

- DC1 (Lettre de candidature),
- DC2 (déclaration du candidat),
- Documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat dans le cadre de la consultation,
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en **redressement judiciaire**,
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 ou aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard du respect des articles L. 5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (article R.2344-2 du code de la commande publique).

Au titre de leur capacité professionnelle, technique et financière

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article R.2142-4 du code de la commande publique.

- Présentation d'une liste des principaux travaux effectués au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le lieu d'exécution des prestations, ainsi que les coordonnées du maître d'ouvrage,

- Déclaration concernant le **chiffre d'affaires global** et le **chiffre d'affaires** concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des **trois derniers exercices** disponibles,
- Déclaration indiquant **les effectifs moyens annuels** du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
- **Certificats de qualifications professionnelles** :
 - Pour le lot 1, l'installateur devra être détenteur des qualifications suivantes :
 - Qualification Qualifelec IRVE ou équivalente, accréditée de moins de 4 ans ou, d'une formation qualifiante de niveau 2 pour le tertiaire,
 - Certificat ASEFA de qualification,
 - Qualification Qualifelec IRVEMA de niveau 2 pour la maintenance,
 - Qualification Qualifelec MGTI de niveau 2 pour les travaux électriques.
 - Pour le lot 2, l'installateur devra être détenteur des qualifications suivantes :
 - Qualification Qualibat 1311 – Terrassement / Fouilles de technicité moyenne ou équivalente,
 - Qualification Qualibat 1321 – Canalisations ou équivalente.
- Certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés ;

ATTENTION

- 1) Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique, même pour les sociétés d'un même groupe.
- 2) Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière, l'un des renseignements ou documents demandés par le pouvoir adjudicateur, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.
- 3) Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Pour justifier les capacités professionnelles techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants, le candidat produit les mêmes documents concernant le sous-traitant que ceux exigés des candidats par le pouvoir adjudicateur à l'article 3.2 du présent règlement de la consultation.

Pour tout candidat étranger, membre d'un autre pays de la Communauté Européenne, les certificats demandés devront correspondre aux impôts et taxes des administrations et autres organismes du pays. Les traductions certifiées correspondantes devront être fournies.

Documents à produire pour l'offre (par voie électronique exclusivement)

- La **Décomposition du prix global et forfaitaire** (DPGF) complété,
- Le **cadre de réponse technique** complété,
- **L'Attestation de visite**,
- Toutes justifications nécessaires pour expliciter l'offre.

Lorsqu'un candidat constatera une erreur dans le dossier de consultation et estimera qu'elle mérite d'être rectifiée, même si elle ne concerne que des ouvrages ou parties d'ouvrages dont le règlement est prévu sur les éléments composant le prix forfaitaire, il présentera son offre en décomposant son prix en deux parties :

- Le montant de la première sera le résultat de l'application des quantités et des éléments du prix forfaitaire,
- Le montant de la seconde partie sera celui des modifications que le candidat estimera devoir apporter à ce dossier en modifiant les quantités ou en y ajoutant éventuellement d'autres ouvrages et en indiquant les éléments du prix forfaitaire et les quantités correspondantes. Toute décomposition du prix forfaitaire demandée ci-avant devra comporter pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage la référence aux numéros du CCTP, la quantité à exécuter prévue par le candidat et le prix de l'unité correspondant.

En outre, dans le cas où l'Entrepreneur proposerait un matériau ou matériel différent de celui prévu au CCTP, il devra obligatoirement en indiquer les références afin que le Maître d'Oeuvre et le Maître de l'Ouvrage puissent s'assurer de l'équivalence desdits matériaux ou matériel par rapport aux prescriptions du CCTP.

En cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à la décomposition du prix forfaitaire, l'Entrepreneur sera invité à rectifier ou à compléter cette décomposition.

En cas de non acceptation des redressements demandés à l'Entrepreneur, son offre sera éliminée. En aucun cas, des redressements de détails de prix de la décomposition forfaitaire ne conduiront à augmenter le prix global de l'offre initiale.

5.1.1 Déclaration de sous-traitance au stade de l'offre

Si le candidat souhaite déclarer un sous-traitant au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournit au pouvoir adjudicateur une déclaration (ou formulaire DC4 obtenu gratuitement sur le site internet du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Cette déclaration sera annexée à l'acte d'engagement du marché.

6 CONDITIONS D'ENVOI DES PROPOSITIONS

Le dossier est constitué par l'envoi de fichiers informatisés reprenant les mêmes éléments que ceux énumérés à l'article 7 du présent Règlement de Consultation.

Les plis des candidats seront remis **exclusivement** sur la Plate-forme des achats de l'Etat (PLACE). L'inscription est gratuite depuis le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>.

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD ROM, clé USB : uniquement pour la procédure de sauvegarde) n'est pas autorisée.

Tout dépôt sur une plateforme de dématérialisation, sur un site internet ou sur une adresse électronique autre est nul et non avenu.

6.1 Présentation des fichiers contenus dans les plis

Pour les pièces demandées dans le présent règlement de la consultation aux articles 6.1 et 6.2, le soumissionnaire veillera à nommer les fichiers contenus dans son pli selon les règles communes suivantes :

Règlement de consultation	Nom du fichier déposé	Pièce demandé
Article 6.1 – Candidature	DC1 – nom du candidat	Lettre de candidature
	DC2 – nom du candidat	Déclaration du candidat
	DC4 – nom du candidat	Déclaration sous-traitant
	Etc.	
Article 6.2 – Offre	Cadre de prix – nom du candidat	Cadre de prix
	Cadre technique – nom du candidat	Cadre de réponse technique
	Etc.	

Pour des annexes techniques et autres, les intitulés seront succincts mais précis et ne comporteront pas plus de 31 caractères, extension de fichier comprise.

Il n'est pas nécessaire de rappeler l'objet du marché dans l'intitulé de chaque fichier.

6.2 Préambule technique

Les candidats doivent prendre connaissance des prérequis techniques relatifs au dépôt des offres qui sont les suivants :

Afin de pouvoir lire les documents mis en ligne par le pouvoir adjudicateur, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire aux formats Acrobat (pdf), Word et Excel.

Pré requis :

Pour accéder aux différents services d'achatpublic.com, les candidats doivent s'assurer de posséder les éléments nécessaires à son bon fonctionnement.

Les fichiers doivent obligatoirement être remis par les candidats sous l'un des formats suivants:

- .pdf,
- .doc ou .rtf,
- .xls,
- .ppt,
- .jpg ou .jpeg.

Pour compresser les fichiers, les logiciels du type 7-zip ou .zip doivent être utilisés.

Poste de travail

Configuration matérielle minimum

Sous PC :

Processeur : Equivalent à Pentium 1 Ghz ou plus

RAM : 512 Mo ou plus

Accès réseau : Connexion Internet par les protocoles http et https Pas de proxy bloquant (voir votre administrateur réseau le cas échéant) Débit minimal : 56 kb/s constant

Droits sur le poste : L'utilisateur doit avoir le droit d'écriture sur son répertoire Home

Sous Mac :

Mac OS X (Non compatible avec Mac OS9 et antérieur)

Navigateurs compatibles : Safari Mozilla 1.7.3 Netscape 7.2

Linux

Navigateurs compatibles : Mozilla 1.7.3 Netscape 7.02

Afin de pouvoir utiliser l'espace de téléchargement sécurisé d'achatpublic.com (notamment pour Télécharger le DCE et déposer votre pli de réponse) les candidats doivent disposer de l'environnement d'exécution Java de Sun Microsystems.

La machine Java peut être téléchargée à l'adresse suivante :

<http://www.java.com/fr/download/> en cliquant sur **Téléchargement gratuit Java**.

L'attention des candidats est attirée sur la mise à disposition, sur la plateforme de dématérialisation, de tester le bon fonctionnement de leur environnement.

6.3 Signature électronique

Les dossiers transmis sont signés par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique qui garantit l'identification du soumissionnaire.

Le soumissionnaire signera électroniquement tous les documents qui doivent recueillir une signature et non pas le fichier regroupant ces documents, comme par exemple un fichier « zip ». La signature d'un tel fichier contenant plusieurs documents ne vaut pas signature de chacun de ces documents.

A défaut de signature électronique valide sur les documents constitutifs de l'offre dont la signature est requise, l'offre du candidat sera rejetée.

L'acquisition, l'installation et l'exploitation d'une signature électronique et d'un certificat d'authentification sont à la charge intégrale et exclusive du candidat.

6.4 Certificat de signature

Pour déposer une offre par voie électronique, les candidats doivent disposer d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics. Ils sont ensuite chiffrés.

Les catégories de certificats électroniques acceptés par le profil d'acheteur sont :

- Les certificats RGS, dont la liste est disponible sur le site : http://www.lsti-certification.fr/images/liste_entreprise/Liste%20PSCe.
- Les certificats délivrés par une autorité de certification figurant sur la liste établie par la Commission européenne conformément à la décision 2009/767/CE du 16 octobre 2009, dont la liste est disponible sur le site : <http://ec.europa.eu/digital-agenda/en/eu-trusted-lists-certification-service-providers>,
- Un certificat répondant à des normes équivalentes à celles du RGS. Dans ce cas, le signataire doit joindre à son envoi électronique l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent au moins la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Dans tous les cas, les certificats de signature doivent être de niveau ** ou *** et le signataire doit joindre à son envoi électronique la procédure permettant la vérification de la validité de signature.

ATTENTION : l'obtention d'un certificat peut nécessiter un certain délai qui doit être pris en compte pour remettre une offre dans les délais impartis. Aucun allongement du délai de remise des offres n'est autorisé pour cette raison.

6.5 Format de signature

Les formats de signature acceptés sont PAdES, CAdES et XAdES.

Le signataire doit pouvoir produire les éléments propres à établir que la signature utilisée a été délivrée à une personne qui pouvait engager l'entreprise dans les conditions énumérées aux articles 1316 à 1316-4 du code civil. Le candidat produit les éléments permettant d'établir que c'est la personne habilitée qui a envoyé électroniquement ou validé l'envoi électronique des offres.

6.6 Copie de sauvegarde

Pour pallier les éventuelles défaillances de transmission ou la présence d'un programme informatique malveillant dans l'offre transmise par voie électronique, les candidats sont autorisés à effectuer à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (CD ou DVD-rom, clé USB), ou sur support papier.

La copie de sauvegarde doit être envoyée sous pli scellé avec la mention « **Copie de sauvegarde** » dans les délais impartis pour la remise des plis sur support papier, à l'adresse suivante :

CPAM de Vaucluse

Département Achats Logistique Immobilier Sécurité (DALIS) – Marché n° 2025.03.PA

7 rue François 1er – 84043 Avignon cedex 9

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par ailleurs : ils doivent être signés si la signature est requise. Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support choisi est électronique, la signature est électronique. Dans ce dernier cas, la signature électronique est apposée sur tous les documents électroniques pour lesquels une signature est exigée.

Il est précisé aux candidats que cette copie de sauvegarde, si elle est transmise dans les conditions précitées, n'est ouverte en lieu et place du pli contenant l'offre transmise par voie électronique, que lorsque ce dernier ne peut être ouvert, n'est pas parvenu dans les délais ou contient un programme informatique malveillant.

Le pli contenant la copie de sauvegarde, que le pouvoir adjudicateur n'aura pas eu besoin d'ouvrir, sera détruit.

Si la transmission électronique est accompagnée d'une copie de sauvegarde, cette dernière est détruite, sans avoir été ouverte.

La transmission complète des offres devra intervenir avant la date et l'heure limite de réception des offres publiée dans l'avis d'appel public à la concurrence sous peine d'irrecevabilité.

Le dépôt des offres par voie électronique donne lieu à un accusé de réception indiquant la date et l'heure de réception.

La date et l'heure prises en compte sont celles données par la plateforme de dématérialisation à réception des documents envoyés par les candidats.

6.7 Parapheur électronique

La signature électronique peut être apposée au moyen d'un parapheur électronique qui est un outil disposant de fonctions autorisant, au moins, le regroupement de documents à valider ou signer, la signature d'un même document par plusieurs signataires, sans en altérer l'intégrité, que l'utilisation soit locale ou en ligne.

Chaque signature doit pouvoir être vérifiée indépendamment des autres.

6.8 Valeur de la signature électronique

La signature électronique exerce une triple fonction :

- Elle identifie le signataire : le certificat est la pièce d'identité électronique délivrée à une personne physique pour le compte de sa société ; il garantit l'identification du candidat. Le signataire doit en conséquence être habilité à engager la société pour laquelle il agit et dispose des pouvoirs à cet effet,
- Elle permet l'adhésion à l'acte signé : la signature électronique a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite ; à l'inverse, une signature manuscrite scannée ne constitue pas une signature électronique,

- Elle garantit l'intégrité de l'acte auquel elle s'applique ; toute modification postérieure à la signature électronique du document rend invalide cette dernière (le document modifié devra être signé à nouveau).

La signature électronique est non valide et le document correspondant réputé non signé notamment dans les cas suivants :

- La signature est absente,
- Le certificat a été révoqué avant la date de signature du document,
- Le certificat expire avant la date de signature du document,
- Le certificat est établi au nom d'une personne physique qui n'a pas la capacité d'engager la société.

6.9 Anti virus

Le candidat devra préalablement contrôler tout fichier constitutif de l'offre par un antivirus tenu à jour. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu par le candidat en est informé.

6.10 Informations complémentaires

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Le fuseau horaire de référence sera l'heure de Paris.

7 SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

La CPAM de Vaucluse se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation pour des motifs d'intérêt général.

La CPAM de Vaucluse, en application des dispositions de l'article R2122-2 du code de la commande publique, se réserve la possibilité de négocier sans publicité préalable et sans mise en concurrence avec un ou plusieurs opérateur(s) économique(s) :

- Soit cas d'absence de candidature ou d'offre déposées dans les délais prescrits,
- Soit en cas d'offres inappropriées.

7.1 Candidatures

Les candidatures seront appréciées et examinées au regard des niveaux minimaux de capacités professionnelles, techniques et financières liés et proportionnés à l'objet du marché qui auront été fixés par l'acheteur au regard des documents exigés des candidats à ce titre et remis par eux. Les candidatures qui ne satisfont pas à ces niveaux de capacité minimaux sont éliminées.

Avant de procéder à l'analyse des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier dans un délai identique pour tous ; ce délai ne saurait être supérieur à 10 jours.

Au regard des documents demandés, les candidats ne disposant pas des capacités techniques, financières et professionnelles suffisantes, ne verront pas leur offre analysée.

7.2 Offres

L'offre la mieux classée, c'est-à-dire l'offre économiquement la plus avantageuse, est retenue conformément aux dispositions des articles R2152-6 à R 2152-7 du code de la commande publique.

Les offres seront classées au regard de l'application des critères et sous-critères énoncés ci-dessous dans leur ordre de priorité décroissante :

LOT 1 – Fourniture et installation et bornes		
Critère n° 1 – VALEUR TECHNIQUE	Pondération 55 %	55 points
Sous-critères :		
<i>Cohérence et performance technique des équipements proposés par le candidat en fonction des objectifs du projet</i>		15 points
<i>Cohérence et performance de la solution de supervision proposée en fonction des objectifs du projet</i>		15 points
<i>Méthodologie d'organisation du chantier, notamment condition d'encadrement et de préparation du chantier en site occupé.</i>		10 points
<i>Moyens humains dédiés à l'opération (qualifications, expériences effectives et CV)</i>		10 points
<i>Dossier propreté du chantier (engagement en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence et sa propreté)</i>		5 points
Critère n° 2 – PRIX	Pondération 40 %	40 points
<i>La note correspondant au critère prix sera proportionnelle au prix proposé par le candidat.</i> <i>Le meilleur prix se verra attribuer la note la plus élevée, soit 40 points.</i> <i>Les notes seront ensuite dégressives proportionnellement au meilleur prix selon la formule suivante :</i> $NP \text{ (note prix)} = (\text{meilleur prix} / \text{prix analysé}) \times 40$		
Critère n° 3 – CRITERE ENVIRONNEMENTAL	Pondération 5 %	5 points
<i>Traitement des déchets</i>		3 points
<i>Gestion des nuisances</i>		2 points

LOT 2 – VRD – Signalisation		
Critère n° 1 – VALEUR TECHNIQUE	Pondération 55 %	55 points
Sous-critères :		
<i>Méthodologie d'organisation du chantier, notamment condition d'encadrement et de préparation du chantier en site occupé.</i>		<i>20 points</i>
<i>Cohérence technique des ouvrages projetés par le candidat en fonction des contraintes du projet</i>		<i>15 points</i>
<i>Moyens humains dédiés à l'opération (qualifications, expériences effectives et CV)</i>		<i>15 points</i>
<i>Dossier propreté du chantier (engagement en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence et sa propreté)</i>		<i>5 points</i>
Critère n° 2 – PRIX	Pondération 40 %	40 points
<i>La note correspondant au critère prix sera proportionnelle au prix proposé par le candidat.</i> <i>Le meilleur prix se verra attribuer la note la plus élevée, soit 40 points.</i> <i>Les notes seront ensuite dégressives proportionnellement au meilleur prix selon la formule suivante :</i> $NP \text{ (note prix)} = (\text{meilleur prix} / \text{prix analysé}) \times 40$		
Critère n° 3 – CRITERE ENVIRONNEMENTAL		5 points
<i>Traitement des déchets</i>		<i>3 points</i>
<i>Gestion des nuisances</i>		<i>2 points</i>

8 NEGOCIATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats ayant présentés les meilleures offres sur le montant et/ou les modalités techniques de leur offre.

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par le pouvoir adjudicateur, le pouvoir adjudicateur peut décider de négocier avec l'ensemble des soumissionnaires concernés.

De même, la CPAM de Vaucluse se réserve la possibilité de demander, durant la négociation si elle a lieu, aux candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable, de régulariser leur offre, à la condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Au sens de l'article L2152-2 du code de la commande publique, une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Au sens de l'article L 2152-3 du code de la commande publique, une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure

Les négociations auront lieu soit par écrit (courrier ou mail), soit par convocation à un entretien de négociation dans les locaux de la CPAM de Vaucluse.

Un courrier/mail précisant les conditions de la négociation sera adressé aux candidats concernés.

De manière générale, les candidats sont informés que les négociations pourront porter sur :

- Le prix des prestations,
- La valeur technique

Toute proposition complémentaire ou modificative de l'offre de base devra être transmise soit par courriel ou courrier au pouvoir adjudicateur et ce dans le délai fixé par l'écrit invitant le candidat à améliorer son offre.

Dans le cas où le montant total de l'offre serait modifié, la nouvelle proposition devra inclure un nouvel acte d'engagement.

Chaque candidat est libre de se retirer de la négociation à tout moment. Il est tenu toutefois d'informer le pouvoir adjudicateur.

A l'achèvement de la négociation, l'ensemble des offres modifiées ou non, sera présenté au pouvoir adjudicateur et fera l'objet d'un dernier classement. A l'issue de la négociation, les offres qui seront restées inacceptables ou irrégulières ne seront pas retenues.

Le candidat le mieux classé sera déclaré attributaire provisoire du marché.

Conformément à l'article R 2123-5 du code de la commande publique, même si la négociation est prévue, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer ce marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

9 SUITE A DONNER A LA CONSULTATION

Un formulaire ATTR11 –qui est un modèle d'acte d'engagement utilisé par le pouvoir adjudicateur, sera adressé au soumissionnaire retenu pour formaliser la conclusion du marché. Ce dernier devra retourner l'acte d'engagement signé dans un délai de huit jours ouvrés maximum à compter de sa réception, permettant ainsi au pouvoir adjudicateur de le signer à son tour et de le notifier.

Par application des articles R2143-6 à 12 et R2143-16 du code de la commande publique, le marché ne pourra être attribué définitivement au candidat retenu que si celui-ci produit dans ce même délai, à compter de l'envoi notifié de l'acte d'engagement par le pouvoir adjudicateur :

- Une **attestation de régularité fiscale** de moins de 6 mois,
- Une **attestation de fourniture de déclarations sociales** émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois (article D8222 5 du code du travail),
- **Lorsque qu'une immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire ou lorsque la**

profession est réglementée, l'un des documents suivants (article D8222-5 du code du travail) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois,
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM,
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- **Dans le cas où** il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou K-bis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (article D8222-5 du code du travail).
- La **liste nominative des salariés étrangers** employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail, conformément aux articles D8254-2, D8254-3, D8254-4, D8254-5 du code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance.
- **Une attestation d'assurances** telle que mentionnée à l'article 20 du CCAP.

En cas de non-présentation de tout ou partie des documents figurant ci-dessus, le soumissionnaire verra son offre rejetée.

En ce cas, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires pour que le marché lui soit attribué.

Il sera procédé ainsi dans l'ordre de classement jusqu'à ce que l'un des candidats classés remette effectivement ces documents conformément aux articles R2143-6 à 12 et R2143-16 du code de la commande publique au profit de l'offre du candidat arrivant en 2^e position et ainsi de suite.

10 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire pour l'établissement de leur dossier de candidature, les soumissionnaires devront formuler leur demande directement sur Plate-forme des Achats de l'Etat (**PLACE**). L'inscription est gratuite depuis le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>.

Pour être destinataire de l'ensemble des questions/réponses, il est indispensable d'avoir téléchargé l'intégralité du DCE à l'adresse mentionnée ci-dessus. La demande et la réponse seront consultables sur le site, par l'ensemble des candidats ayant téléchargé le DCE.

Dans tous les cas les candidats devront faire parvenir leur demande au moins 6 jours avant la date limite de remise des plis.

Afin de respecter l'égalité des candidats devant l'accès à l'information, toute demande de renseignement recevable formulée par un candidat, sous réserve que cette demande ne contienne pas d'informations qui relèveraient du secret industriel et commercial ou de la vie privée, ainsi que la réponse qui lui est transmise le sera aussi auprès des autres candidats.